



HAL
open science

Affinités : la démocratie comme type de société et la connaissance du monde social

Johanna Siméant

► **To cite this version:**

Johanna Siméant. Affinités : la démocratie comme type de société et la connaissance du monde social. Maxime Quijoux. Sociologie et démocratie, Presses Universitaires de Lyon, pp.45-52, 2023, 978-2-7297-1405-5. hal-04276633

HAL Id: hal-04276633

<https://hal.science/hal-04276633>

Submitted on 13 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Affinités : la démocratie comme type de société et la connaissance du monde social

SIMEANT-GERMANOS Johanna, « Affinités : la démocratie comme type de société et la connaissance du monde social », postface » à BOURDIEU Pierre, *Sociologie et démocratie*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2023, p. 45-52.

Le texte de cette conférence ne surprendra pas qui est familier de l'œuvre de Pierre Bourdieu. Il pourra en revanche faire prendre la mesure des transformations vertigineuses qui se sont accélérées depuis l'année de cette conférence, en 1995, et de la puissance des concepts élaborés par Bourdieu pour saisir ce qui affecte nos sociétés et, indissolublement, la possibilité démocratique comme celle de la pratique des sciences sociales. Penser ensemble la démocratie et les sciences sociales : car il y a une affinité profonde entre le temps long de la science, son ancrage dans le rapport empirique au réel et la controverse savante, et l'exercice de la démocratie, impliquant la délibération (même chaotique, même cahotante, plutôt que la démagogie sondagière qui fait mine de répondre à la demande qu'elle façonne par ses questions) et l'attention à l'expérience ordinaire des citoyens. Une affinité et pas une équivalence, car, comme le dit Bourdieu dans une référence à la métaphore médicale, la conscience de ce qui rend le monde invivable ne se produit pas sans médiations chez les citoyens : les plaintes des « patients » peuvent être « vagues et incertaines » et leurs souffrances bien réelles pourtant, et c'est le raisonnement des sciences sociales qui (sans exclusive d'autres moyens de l'énonciation, comme le travail de mobilisation politique, le regroupement physique des citoyens), a quelque chance de contribuer à les exprimer et les articuler. En cela, les sciences sociales ont à voir avec la possibilité d'augmenter le niveau de conscience dans les sociétés contemporaines, et de favoriser la production d'opinions qui ne soient pas issues des seules technologies du gouvernement (comme les sondages ou le « social listening » sur les réseaux sociaux).

La pensée de Pierre Bourdieu donne des outils précieux pour saisir ce qui nous affecte – même si, comme il le soulignait, accroître son savoir accroît aussi sa douleur. On ne saurait se limiter à ses textes d'intervention : c'est parce qu'elle propose une sociologie de la pratique attentive à ce qui se joue de façon pas tout à fait consciente chez les acteurs, une sociologie de la convertibilité des capitaux entre espaces sociaux inégalement autonomes, et, enfin, une sociologie qui articule modes de domination et stratégies de reproduction, que l'œuvre de Bourdieu fournit des armes pour « penser dans le maelstrom »¹.

Le projet d'une connaissance du monde social, et qui puisse bénéficier à ce dernier, est confronté à des transformations accélérées des interdépendances entre humains, et des modalités de traitement et de transmission du savoir. Les bouleversements induits par les effets de l'activité humaine sur l'environnement affectent profondément les stratégies de reproduction des groupes sociaux, et la possibilité même que certains groupes, classes ou fractions de classe, puissent, ou pas, se reproduire, comment et à quel prix, matériel et moral. Cette question est d'autant plus aiguë que l'espoir d'un Etat social amortissant la violence des transformations économiques et climatiques est fragilisé par sa mise en crise.

Tous ces phénomènes ont été analysés et s'articulent à des transformations macrosociales et politiques : chômage et précarisation de l'emploi dans un contexte de croissance molle et de désindustrialisation dans les démocraties occidentales, augmentation des inégalités de patrimoine, de santé, d'accès à l'éducation, crise écologique qui les aggrave... le tout dans un contexte qui est celui d'une valorisation accrue de la consommation comme mode de réalisation de soi, alors même que les possibilités d'y accéder ne sont pas infinies. C'est à un mouvement de « réencastrement du

¹ Pour reprendre la puissante métaphore qu'Elias empruntait lui-même à Edgar Poe. ELIAS Norbert, *Engagement et distanciation : contribution à la sociologie de la connaissance*, Paris, Pocket Fayard, 1995 (1980).

social »², au sens d'une perte d'autonomie de plusieurs univers face à une logique marchande et de mesure, que l'on assiste, dans l'accès à l'éducation, la santé, l'emploi, dans les univers de la production du savoir mais aussi ceux de la justice ou des médias. Gilles Dorransoro, en lecteur attentif de Bourdieu, écrit que face à un processus historique de différenciation des sphères sociales, qui tendait à compliquer la conversion des capitaux entre univers, la généralisation des mesures (*benchmarking*, indicateurs...) et la désautonomisation des champs a pour conséquence un accroissement des inégalités : la conversion de capital économique en capital culturel, par exemple, devient de plus en plus facile. Se généralisent des formes d'individualisme négatif arrimées à l'économicisation des pratiques sociales, que ces pratiques soient encouragées, ou non, de façon plus ou moins conscientes, au plus haut niveau des sociétés ou qu'elles se diffusent de façon généralisée : la théorie du capital humain dans le domaine du savoir (investir dans son portefeuille de compétences), la généralisation de modèles de promotion de soi comme entrepreneur (entrepreneur de la recherche, autoentrepreneur, etc.) ...

Comment s'opère le lien entre ces bouleversements économiques et sociaux et les mutations politiques, par la contribution des gouvernants à défaire des compromis antérieurs, et par les transformations mêmes de la composition du personnel politique et du rapport à la chose publique des profanes de la politique ? Depuis les années 90, l'expérience politique contemporaine en France aura été celle de grands mouvements sociaux contre les offensives menées à l'encontre des systèmes de protection sociale et de l'emploi (régimes sociaux, CPE, etc.), celle de la montée du Front (puis Rassemblement) national, de l'abstention, et, jusqu'au mouvement des Gilets jaunes, de la longue démobilisation politique des classes populaires. Elle aura aussi été celle du terrorisme et de la façon dont il a mis à l'épreuve non seulement la possibilité d'une confiance minimale entre concitoyens différents en faisant resurgir la figure de l'ennemi intérieur, mais dont son exploitation aura aussi corrodé la possibilité de défendre les libertés publiques. Si l'on porte le regard au delà des frontières, la succession des Berlusconi, il y a longtemps déjà, Poutine, Trump, Johnson, Bolsonaro, Orban, Modi, Meloni, la montée des droites extrêmes et du souverainisme, ou encore des fake news, laissent penser que le principe démocratique ne va plus de soi. En apparence, assurément, la parole n'a jamais été aussi facile à prendre, fut-ce dans le brouhaha. Mais justement, la cacophonie qui s'y exprime, les formes d'individualisme agonistique qui s'y déploient, sont mises à profit par les plus élitistes qui revendiquent l'expertise et rêvent de contenir les paroles populaires, puisque décidément le peuple ne semble pas comprendre ce qui est bon pour lui. C'est pourquoi libéralisme élitiste et supposé populisme, dans sa forme nationaliste en particulier, ne sont pas antagoniques : ils se nourrissent l'un l'autre, agiter le spectre de la rue étant ce qui permet à une fraction des élites, politique et économiques, de continuer à faire sécession et souligner que le peuple est décidément irréformable, ce qui en retour attise la colère de qui n'est pas en mesure d'accéder à une satisfaction de ses besoins et à des services publics dignes de ce nom – on n'ose même plus parler de la possibilité du bonheur...

L'extension de la mise en concurrence à tous les niveaux de la société a des effets qui sont non seulement puissamment corrosifs quant à la possibilité d'agir collectivement, mais qui nourrit très facilement la propension des entrepreneurs politiques à se saisir de l'argument identitaire pour attiser la mise en guerre de tous contre tous. Surtout, face à la fragilisation d'organisations capables d'assumer de façon élargie et audible la critique sociale, la coexistence dans les difficultés fait que l'on se saisit toujours davantage des petites différences pénibles chez les voisins immédiats, que du mépris d'élites qui font sécession et entendent bien ne rendre de comptes à personne. En cela, Jean-François Bayart³ pointe avec raison la dynamique nationale-libérale (le libéralisme et ses bénéfices pour les riches, le nationalisme pour les pauvres). Ici, l'endettement prend une place centrale : de la même façon qu'une partie des compromis autoritaires de par le monde peut passer par le fait de fournir à sa population des possibilités de satisfactions matérielles, fussent-elles bas de gamme,

² DORRANSORO Gilles, *Le reniement démocratique : néolibéralisme et injustice sociale*, Paris, Fayard, 2019.

³ BAYART Jean-François, *L'impasse national-libérale : globalisation et repli identitaire*, Paris, La Découverte, 2017.

l'encouragement effréné à la consommation (arrimé de surcroît à l'horizon de la croissance) passe par l'encouragement au crédit et à l'endettement – et à la discipline que génère le crédit.

Une des choses remarquables dans la forme de darwinisme social qui se nomme aujourd'hui néolibéralisme est qu'elle rompt de façon très forte avec l'héritage du libéralisme politique, dont les thuriféraires proposaient au moins une défense, fut-elle imparfaite, des libertés au nom d'une conception, définitivement surannée aujourd'hui semble-t-il, de la séparation des pouvoirs, des *checks and balances*, d'une presse critique, etc. Ici, la situation française est peut-être plus inquiétante que celle d'autres démocraties contemporaines, parce qu'elle n'a jamais vu cette forme-là de libéralisme politique être très forte. La presse française est soumise à un régime de propriété qui ces dernières années a contribué à la rendre particulièrement servile, et ses institutions politiques sont parmi les moins démocratiques de toutes les démocraties occidentales. Dans quelle autre démocratie occidentale un chef de l'exécutif doté de pouvoirs aussi étendus que le président de la république française peut-il dissoudre le parlement sans être possiblement mis en cause ? A lui seul engager une guerre sans intervention du parlement avant trois mois ? Exercer des pouvoirs que les constitutionnalistes français qualifient de « dictature temporaire » par l'article 16 en période de nécessité ? C'est donc ce régime qui a une chance sur deux de passer aux mains de l'extrême droite en 2027, dans un contexte où les pratiques de maintien de l'ordre⁴ ont passé un cran dans le degré de violence. Assurément, quand l'hégémonie et le soutien au sein de la population reculent, la place de la coercition progresse. Et chaque étape franchie dans le recul des libertés publiques contribue à l'habituation à l'étape suivante, alors qu'au même moment la production sociale de l'indifférence avance. Michel Dobry, autre lecteur attentif de Bourdieu, rappelle que l'immunité démocratique n'existe pas, que le fait que les ligues n'aient pas réussi à prendre le parlement en février 1934⁵ ne signifie pas que la France était à l'abri du fascisme : l'effondrement d'un ordre politique peut très vite se produire, sans forcément de baisse graduelle de légitimité. Assurément le terrorisme se revendiquant de l'islam a fourni un des arguments centraux en faveur du recul des libertés – et c'est là un autre aspect de la dynamique nationale-libérale : les haines identitaires la renforcent, lui donnent des justifications et l'accélèrent, au point que les libertés publiques n'aillent plus de soi – or tout ceci se passe dans un contexte où les possibilités de surveillance numériques n'ont jamais été aussi étendues.

Tous ces phénomènes ne renvoient pas à une intentionnalité unique – et il ne suffit pas qu'il y ait dans le monde social des gens qui ont des projets inquiétants pour que ces derniers trouvent le succès. Certes, certaines transformations politiques et économiques proviennent de choix et mobilisations très clairs (par exemple d'entrepreneurs libertariens). Mais si ce n'était que cela le monde serait confortablement binaire. Une part des transformations de nos sociétés vient des millions d'actes de personnes qui estiment « n'avoir pas le choix », et se sentent prises dans des chaînes d'interdépendance qui les dépassent, à l'instar des féodaux en concurrence décrits par Norbert Elias. Le monde du gouvernement au sens large est peuplé de gens qui pensent que nous n'avons pas le choix de... lutter contre le terrorisme en réduisant les libertés publiques, de réduire la dette de l'État sous peine de voir la note de l'État dégradée par des agences de notation ou de payer plus encore les intérêts de la dette, de jouer le jeu du classement de Shanghai, d'ouvrir un plan de retraite par capitalisation même si cela contribue à enrichir des fonds de pension qui fermeront des usines pour rentabiliser ce capital, de tuer par laisser-faire en Méditerranée, de fermer les yeux sur les pratiques répressives d'un puissant partenaire international sous peine de perdre des marchés, ou de poursuivre l'exploitation des énergies fossiles, par cette loi de conservation de la

⁴ Bien documentées par exemple dans les travaux de Fabien Jobard et d'Oliver Fillieule, qui rappellent que l'usage du LBD, le flashball, en manifestation est tout à fait atypique dans les démocraties occidentales : seule la France y a recours en maintien de l'ordre, à froid... au point d'être citée en exemple par les autorités chinoises au sujet de Hong Kong. FILLIEULE Olivier et JOBARD Fabien, *Politiques du désordre : la police des manifestations en France*, Paris, Éditions du Seuil, 2020.

⁵ DOBRY Michel, « Février 1934 et la découverte de l'"allergie" de la société française à la Révolution fasciste », *Revue Française de Sociologie*, vol. 30, n° 3-4, 1989, p. 511-533.

violence qu'évoque Bourdieu et qui, pour faire diminuer la violence la plus visible augmente ses formes structurelles.

Dans ce contexte d'accroissement des inégalités et des dynamiques identitaires, les élites politiques et économiques ont du mal à envisager autre chose qu'une individualisation accrue des risques, et le miracle d'une croissance dont on attendrait le retour comme on attend la pluie, comme s'il était impossible de penser un autre modèle que celui de la croissance, la formule magique des trente glorieuses, qui permettait une augmentation moins douloureuse de la part allouée aux moins riches car la masse à répartir, elle, augmentait. Cette formule semble périmée face à la crise écologique : mais tout se passe comme si nos sociétés continuaient à être imprégnées du mythe d'une amélioration continue des conditions, et notamment de celles des plus faibles, grâce à la croissance. Le mouvement des Gilets jaunes donne une idée de ce que serait la vertu écologique imposée à ceux d'en bas en contexte d'accroissement des inégalités. Il sera intéressant d'observer si la peur ressentie par une partie des dominants à l'occasion de cette crise aboutira à la capacité de prendre la mesure de la gravité de la situation, ou si elle se limitera à une dose supplémentaire de coercition. Sans compter que c'est aussi une constante historique que les élites sachent orienter la violence de l'ordre social en leur faveur (en cela, rappelle Bourdieu, rien n'est moins innocent que le laisser-faire) : quand on se protège de son voisin de palier ou de celui qui est à la rue, on n'a pas le temps d'aller demander des comptes à qui vit bien plus loin dans une *gated community*.

Ce savoir accumulé des sciences sociales sur ce que nous vivons ne s'impose pourtant pas dans nos sociétés, et le plus inquiétant est sans doute que ces observations sont devenues difficilement entendables dans l'espace public aujourd'hui : parce que beaucoup ne veulent pas les écouter et surtout en payer le coût (l'air du temps est plutôt au bunker survivaliste pour qui en a les moyens !). Mais aussi parce que cela suppose d'accepter que le monde social reste possiblement lisible et compréhensible, si l'on pense qu'un régime démocratique a aussi à voir avec la possibilité de se mettre, fut ce en esprit, juste un peu, à la place de ses concitoyens. D'autres savoirs, progressivement installés dans ces « lieux neutres » qui contribuent à la production de l'idéologie dominante, semblent de surcroît briguer la place des nouvelles sciences de gouvernement, comme les sciences cognitives ou les prophéties liées à l'intelligence artificielle, dans un contexte où les sciences sociales sont sous le feu roulant des attaques et procès en « wokisme », relativisme, « islamo gauchisme », culture de l'excuse...

C'est dans ces périodes troubles que faire décemment son métier (de soignante, de chauffeur de bus, d'ingénieure, d'épicier, d'enseignante, de chercheur...) devient vital. Un régime démocratique, nous rappellent Montesquieu ou Tocqueville, ce n'est pas seulement des institutions, pas seulement le vote, mais un *type de société*. Un type de société dans laquelle l'égalisation des conditions et la possibilité d'une parole vraie sur le monde ne sont pas réservés aux experts, mais s'appuient sur la réalité de ce que vivent les citoyens. C'est pour ces raisons qu'il n'est pas impossible, même à partir des sciences sociales, de réaffirmer que les attaques contre le mouvement vers l'égalité dans le monde social mettent en danger la démocratie, de même qu'elle est minée par les offensives contre la possibilité de décrire le monde social tel qu'il est. Au moins pourrait-on souhaiter qu'à la faveur de ce que nous traversons soit réaffirmé l'attachement à l'égalité et au projet de dire vrai sur le monde, la valeur primordiale des institutions désintéressées de la connaissance et de la recherche, car il y va de la possibilité même de la démocratie.

Il n'a donc, la lecture de Bourdieu nous le rappelle, jamais été aussi important de faire des sciences sociales, de défendre le monde qui permet d'en faire, de « travailler à universaliser ce qui rend possible une opinion informée ». Certes, dans le moment historique que nous vivons, il est parfois difficile de faire abstraction de l'urgence pour se consacrer à la connaissance. On peut malgré tout défendre cette autonomie de questionnement des sciences sociales parce que ces dernières sont comme les canaris dans les mines, auxquels recouraient les mineurs pour déceler la présence de gaz toxiques et l'arrivée des coups de grisou : tant que les sciences sociales sont encore possibles, c'est que tout n'est pas perdu.